

ÉDITORIAL

LE 40^E ANNIVERSAIRE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET LES ENJEUX DU 21^E SIÈCLE EN ÉDUCATION AU QUÉBEC

Nous avons le meilleur système d'éducation au monde.¹ *Maurice Duplessis*

L'échec de notre système d'enseignement est le reflet d'un échec, ou en tout cas, d'une paralysie de la pensée elle-même. Personne n'ose penser, au Canada français. Du moins, personne n'ose penser tout haut. L'absence de tout dialogue sérieux dans la Province, nous stigmatise de la plus inexplicable façon.² *Frère Untel*

Malgré une « expertise » bien reconnue pour faire taire le débat public, le régime duplessiste n'est certes pas parvenu à éteindre tout le brasier d'interrogations, de questionnements et de remise en question qui existait au sein la société québécoise du début du 20^e siècle. En effet, comme l'ont souligné plusieurs chercheurs tout en prenant acte de la rupture proposée par les réformes de la Révolution tranquille, celles-ci prirent racine bien avant les années 1960 ce qui confirme que le « phénomène appelé Révolution tranquille n'est pas une génération spontanée ». ³ En matière d'éducation plus précisément, les débats préparant les réformes de la Révolution tranquille sont nombreux, car on peut attester que plusieurs voix ⁴ s'élèvent et contestent le système en place (notamment en ce qui concerne les contenus, l'orientation, le financement et les rôles respectifs de l'État et de l'Église) et d'autres, un peu en précurseur de la création de la commission Parent, dès les années 1950, réclament « une enquête officielle sur l'éducation ». ⁵

En fait, s'il convient de souligner que la deuxième moitié du 20^e siècle fut une période de réformes majeures voir de bouleversements, les débats sur l'éducation au Québec chevauchent plusieurs siècles avec des trajectoires et tangentes distinctes. ⁶

Si une image vaut mille mots, un simple organigramme du système québécois d'éducation version pré et post années soixante témoigne des profondes mutations de la société québécoise. Parmi les grandes réformes qui bâtirent la Révolution tranquille, le *bill 60* a été une assise fort importante. La loi accorde ainsi à l'État le premier rôle dans la distribution des rôles des acteurs du monde de l'éducation. Un ministère de l'Éducation et un Conseil supérieur de l'Éducation sont donc institués. Le dépôt du *bill 60* fut égale-

ment l'objet de plusieurs débats.⁷ Arthur Tremblay, le premier sous-ministre de l'éducation, souligne que les débats entourant l'adoption du *bill 60* ont été le point culminant d'une «longue transaction collective où tradition et adaptation aux nécessités de temps nouveaux ont à composer». ⁸

C'est en ayant cette histoire récente bien en tête que le présent numéro de la *Revue des sciences de l'éducation de McGill/McGill Journal of Education* (MJE) a voulu en quelque sorte passer à l'avenir. Tenant compte du chemin parcouru et en voulant souligner le 40^e anniversaire de la *Loi 60*, la MJE a saisi cette occasion pour lancer un appel de textes⁹ auprès de la communauté scientifique en vue d'identifier quelques-uns des nouveaux enjeux en éducation au Québec en ce début du 21^e siècle. Les articles qui forment ce numéro n'ont pas la prétention d'offrir un tour d'horizon exhaustif de l'ensemble des enjeux actuels en éducation au Québec. Ce mandat nécessiterait la tenue d'états généraux sur l'éducation ou d'une Commission royale d'enquête sur l'enseignement menant à un nouveau *Rapport Parent*. En fait, le numéro regroupe des articles qui débusquent des sujets et enjeux importants en éducation au Québec, plus de quarante ans après le début d'un leadership fort de l'État québécois. Bien que les thématiques proposées au sein de ce numéro ne soient pas totalement différentes de l'époque de la création du ministère de l'Éducation (la mission du système d'éducation et des écoles publiques, la recherche d'accessibilité, de justice et de démocratisation, les réformes curriculaires et la part du public et du privé dans le financement) elles prennent cependant des trajectoires distinctes (l'éthique et l'éducation à la citoyenneté, l'équité et la différenciation, les réformes curriculaires et leurs impacts sur l'enseignement des sciences, le financement des universités et l'importance de la responsabilité des usagers) qui orientent la réflexion vers de nouveaux enjeux éducationnels auxquels l'État québécois et la société québécoise dans son ensemble sont confrontés.

Dans un article intitulé, « L'école publique généraliste est-elle en train de voir sa vocation transformée ? » Claude Lessard et Louis LeVasseur se penchent sur les transformations des visées d'égalité du système éducation québécois depuis la grande réforme des années 1960. L'égalité formelle fut, selon les auteurs, une première phase de recherche d'égalité alors qu'une seconde phase de cette recherche d'égalité s'exprime depuis les années 1980 à aujourd'hui par une différenciation de l'offre d'éducation et de la pédagogie. Cependant, les auteurs s'interrogent sur les effets de cette approche de différenciation quant à la vocation d'égalité des chances de l'école publique québécoise. Ils avancent l'idée que « l'introduction de la différenciation des services dans le système éducatif québécois, y compris dans l'école publique, et même lorsqu'elle procède de principes démocratiques et communautaires, n'échappe pas toujours aux pièges de la logique marchande ».

Marc-André Éthier et David Lefrançois abordent également des sujets d'égalité et de liberté via la thématique de l'éducation à la citoyenneté à l'école

secondaire québécoise et l'objectif visé de permettre aux élèves québécois de délibérer de façon critique à propos d'enjeux sociaux. Si comme l'affirment Éthier et Lefrançois, «la délibération scolaire peut conforter des inégalités sociales ou politiques individuelles», il importe selon les auteurs de s'interroger «à quelles conditions l'enseignement de la délibération démocratique à l'école permet-il de combler l'écart entre l'idéal de citoyenneté libre et égale, d'une part, et la réalité sociale inique, d'autre part ? » Les auteurs soulignent également les grands défis à relever pour l'atteinte des objectifs d'une éducation à la citoyenneté 40 ans après le dépôt du *Rapport Parent*.

L'article de Patrice Potvin et d'Éric Dionne aborde le vaste sujet des réformes curriculaires en s'intéressant plus particulièrement au processus d'implantation du programme de science et technologie au premier cycle du secondaire une année avant son implantation officielle. Les résultats de la recherche exploratoire menée auprès d'une équipe d'enseignants témoignent de «l'importance de la formation continue, de l'existence d'un plan d'implantation et de la professionnalisation enseignante ».

Nancy Bouchard met quant à elle en lumière un autre aspect de la réforme curriculaire en s'intéressant à la responsabilité de l'école en matière d'éducation éthique. L'auteure analyse le document curriculaire *Programme de formation de l'école québécoise* pour s'attarder plus précisément sur l'importance accordée à l'éducation éthique comme compétence transversale. La reconnaissance accordée à l'éducation éthique dans les visées du *Programme de formation de l'école québécoise* s'exprime-t-elle également au sein des compétences transversales ? La pertinence et l'actualité de cette recherche sont également importantes considérant que le Programme d'éthique et de culture religieuse sera implanté en septembre 2008 et remplacera le système optionnel entre l'enseignement religieux ou moral qui prévaut actuellement.

L'évolution du financement des universités québécoises entre 1961 et 2005 est le sujet d'analyse de l'article de Karim Moussaly-Sergieh et de François Vaillancourt. Les auteurs mettent en perspective le cas québécois avec la situation de l'Ontario. Parmi les thématiques abordées, les auteurs soulèvent le sujet de l'impact d'une hausse des droits de scolarité sur l'accessibilité universitaire. Quel est donc le niveau approprié des frais de scolarité ? Considérant que le taux de fréquentation des études post-secondaires au Québec est à la hausse, cette situation, selon les auteurs, exige un financement accru. Les auteurs se penchent sur la part du public et du privé et font un plaidoyer pour «accroître la part du financement des institutions post secondaires provenant des usagers étant donné la rentabilité privée élevée de ce type d'investissement personnel ».

En ouverture de la section *Discussion et analyses*, Norman Henchey soulève plusieurs questions touchant le vaste sujet de la gouvernance et des politiques publiques en matière d'éducation au Québec. Mettant à profit sa

longue expérience et son expertise dans le développement et l'implantation de curriculums, l'auteur identifie des questions et des options qui s'offrent au ministère de l'Éducation en vue de mener à terme une réforme des curriculums. L'auteur fait un plaidoyer en faveur d'une réforme des curriculums «qui serait un vaste projet social s'inspirant de l'époque des années soixante où l'enthousiasme, la concertation et la créativité étaient des forces motrices qui guidaient les efforts de réforme des programmes d'études et de la qualité de l'enseignement pour tous au sein des écoles québécoises ».

Yves Martin partage ses réflexions d'acteur impliqué au sein du ministère de l'Éducation et également ceux de chercheur en sociologie pour faire l'esquisse d'un bilan du ministère de l'Éducation plus de 40 ans après sa création. L'auteur dresse un bilan positif particulièrement concernant l'atteinte des objectifs de modernisation et de démocratisation. Cependant, la performance est moins éclatante, selon l'auteur, pour ce qui concerne le décrochage scolaire et l'accessibilité à la réussite. Dans la foulée de l'article de Norman Henchey, Yves Martin mentionne que la volonté politique est plus que jamais interpellée pour «assurer à tous un enseignement public de qualité et l'accessibilité à la réussite – pour chacune et chacun et pour le Québec dans son ensemble ».

Pour conclure cette section, Anthony DiMascio jette un regard sur l'évolution du système d'éducation au Québec et sur la question de la gouvernance en éducation à partir d'une analyse des recommandations du Rapport de 1789 sur l'éducation. En effet, un comité présidé par William Smith, ancien juge en chef de la Province de Québec, avait comme mandat de notamment « faire rapport sur les moyens de remédier aux défauts de l'éducation de la jeunesse » auprès du Gouverneur général Lord Dorchester. En utilisant ce rapport du 18^e siècle et en s'intéressant plus particulièrement à certaines de ses recommandations, dont celle proposant l'union des étudiants catholiques et protestants au sein d'école gratuite dans chaque paroisse, l'auteur soulève des questions fondamentales touchant les fondations culturelles et les structures du système scolaires au Québec : « quelles sont les connaissances et expériences communes des étudiants du Québec ? » et « est-ce que le système scolaire québécois du 21^e siècle va demeurer divisé culturellement ? »

En proposant un portrait de quelques-uns des enjeux en éducation au Québec en ce début du 21^e siècle, il est tout à fait remarquable de constater à quel point les articles regroupés dans ce numéro font en quelque sorte écho aux enjeux et objectifs ayant mené à la création du ministère de l'Éducation dont celui affirmant que l'éducation doit être au cœur des priorités publiques au nom de l'intérêt commun des Québécois. Paul-Gérin Lajoie, le premier titulaire du ministère, se disant, au début des années 1960, l'interprète politique d'une large volonté populaire affirmait que l'éducation doit être « la première priorité sociale, l'investissement collectif le plus rentable, la locomotive de la société ». ¹⁰ Les contributions de ce numéro, plus de 40 ans après la créa-

tion du ministère, prennent en quelque sorte le relais de la réflexion émise par Claude Ryan lors du 25^e anniversaire du ministère de l'Éducation : l'ex-ministre de l'Éducation se demandait si la qualité de l'éducation avait progressé ou diminué au cours des 25 premières années suivant la création du ministère, et affirma qu'« il serait tentant de nous enfermer à ce sujet dans des certitudes tranquilles comme celles dont se nourrissent volontiers les appareils. Mais trop de questions ont surgi, trop de signes sont apparus ces dernières années pour que nous nous laissions entraîner à ce sujet dans des jugements mal vérifiés ».¹¹

NOTES

1. Citation tirée de Gérin-Lajoie, Paul. *Combats d'un révolutionnaire tranquille. Propos et confidences*, Montréal, CEC, 1989, p. 29.
2. Untel, Frère. *Les Insolences du Frère Untel*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1960, p. 55.
3. Hamelin, Jean et Jean-Paul Montminy. «La mutation de la société québécoise, 1939-1976. Temps, ruptures et continuités. Dans *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, p. 45.
4. Voir le livre *Repenser l'école. Une anthologie des débats sur l'éducation au Québec de 1945 au rapport Parent*, sous la direction de Claude Corbo et Jean-Pierre Couture, PUM-Corpus, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2000.
5. Gingras, Paul-Émile. «Réclamons une enquête officielle», *L'Action nationale*, vol. 37, 1950, citation tirée de *Repenser l'école*, op. cit., p. 55.
6. En guise de survol de ces variations au fil du temps, lire notamment les contributions de : Audet, Louis-Philippe. *Histoire de l'enseignement au Québec*, Montréal, Holt, Rinehart et Wilson, 1971, tome 1 et 2; Dufour, Andrée. *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1997; Dumont, Micheline et Nadia Fahmy-Eid. «La pointe de l'iceberg : l'histoire de l'éducation et l'histoire de l'éducation des filles au Québec», *Historical Studies in Education*, 1991, volume 3, numéro 2, pp. 211-236; Charland, Jean-Pierre, «L'histoire de l'éducation au Québec. Regard sur la production récente», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 50, numéro 4, printemps, 1997, pp. 599-614; Macleod, Roderick et Mary Anne Poutanen, *A Meeting of the People. School Boards and Protestant Communities in Québec, 1801-1998*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2004.
7. Voir notamment Dion, Léon. *Le Bill 60 et la société québécoise*, Montréal, éditions HMH, 1967.
8. Tremblay, Arthur. *Le Ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur. Antécédents et création, 1867-1964*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989, p. 371.
9. Le numéro actuel tire son origine d'un colloque organisé conjointement en 2004 par le Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill et la Faculté d'éducation de l'Université McGill. Les organisateurs remercient tous les intervenants et participants qui ont vu à la réalisation de ce colloque.
10. Gérin-Lajoie, Paul. *Combats d'un révolutionnaire tranquille. Propos et confidences*. Montréal, CEC, 1989, p. 351.
11. Ryan, Claude. «Vingt cinq ans plus tard, où en sommes-nous ? Réflexions pour un anniversaire.» *L'éducation 25 ans plus tard ! Et après ?*, Sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin, Québec, IQRC, 1990, p. 28.

S. G.

EDITORIAL

THE 40TH ANNIVERSARY OF THE QUÉBEC MINISTRY OF EDUCATION AND THE CHALLENGES OF THE TWENTY-FIRST CENTURY

We have the best educational system in the world.¹*Maurice Duplessis*

The failure of our system of teaching is the reflection of a failure, or at any rate a paralysis, of thought itself. Nobody in French Canada dares think—at least nobody dares think out loud. The lack of any serious discussion in the Province brands us in the most unforgivable way.² *Brother Anonymous*

Even though the Duplessis régime had a well-known “expertise” for repressing public debate, it was not able to smother all the questioning and self-examination within Québec society in the early 20th Century.

In fact, as many scholars have noted, the origins of the reforms of the Quiet Revolution go back well before the 1960s demonstrating that the “phenomenon called the Quiet Revolution was not a spontaneous generation.”³ With respect to education, the debates that launched the reforms of the Quiet Revolution were numerous and it is possible to notice that many voices⁴ spoke out against the system in place (questioning curricula, school funding practices, and the roles of the Church and the State) while others were already demanding, in the 1950s, before the creation of the Parent Commission, an “official commission on education.”⁵

In fact, if it is true to say that the second part of the 20th century was a period of major reforms, the debates on education in Québec occurred over many centuries and traveled many distinct paths.⁶

If an image is worth a thousand words, a look at the organizational chart of the Québec education system before and after the 1960s is a good indication of the major transformations that Québec society experienced. One of the most important reforms that shaped the Quiet Revolution was the adoption of Bill 60, which granted the State the leading role among the cast of players in the education sector. Subsequently, the Ministry of Education was created as well as the Superior Council of Education. The adoption of Bill 60 was also the subject of many debates.⁷ Arthur Tremblay, the first Deputy-Minister of the newly created Ministry of Education mentions that the discussions

and debates around the adoption of Bill 60 were the highlight of a “long collective process where tradition and adaptation to the necessities of a new era have to convene.”⁸

Bearing in mind this recent history of the 20th Century, this issue of the *McGill Journal of Education / Revue des sciences de l'éducation de McGill* (MJE) looks to the future. Cognizant of the long journey that the educational system has undertaken, and wishing to underline the 40th anniversary of the adoption of Bill 60, MJE seized the opportunity to send out a call for papers⁹ in the hope of identifying some of the new challenges presented by the 21st Century for the educational system in Québec.

The articles in this special issue do not intend to give an exhaustive, up-to-date portrait of all the dilemmas in Québec education. That mandate would call for a new Royal Commission on Education and another *Parent Report*. Instead, these articles bring to the forefront a variety of twenty-first century challenges and issues in Québec education after more than 40 years of strong leadership from the Ministry of Education. Although the themes here are not new (the mission of an educational system and its public schools, the search for justice, equality and democratization, curriculum reforms, democratic accessibility and financing) the current forms they are taking (ethics and citizenship education, approaches to equality in the education system, educational reforms and the implementation processes for the teaching of science, individual responsibility and financing) are fascinating and serve to push our reflection on the future of education into crucial new directions.

In their article, Claude Lessard and Louis LeVasseur look at the evolution of the search for equality in the public education system in Québec since the 1960s, and the impact that these perspectives have had on the mandates of Québec public schools. If in the sixties the search for justice was expressed by a formal equality for all, the eighties saw the introduction of a differentiation of services in the public system with the aim of reducing inequalities. But what are the impacts, they ask, of a differentiation approach on the reduction of inequalities and the mission of Québec public schools?

On the same theme of equality, Marc-André Éthier and David Lefrançois tackle the topic of citizenship education and its objective of having students critically reflect upon public and democratic systems. Knowing that a deliberative process might reinforce social or political inequalities in the classroom, the authors ask a fundamental question: “which conditions must be fulfilled in schools so that citizenship education may prepare students to reduce the gap between the ideal of free and equal citizenship, and the not so free and equal social reality?”

Patrice Potvin and Eric Dionne’s article raises the broad subject of recent education and curriculum reforms in Québec, commonly referred to as the

Reform, by looking at realities and challenges that Québec teachers are facing as they implement these new approaches in the science and technology classroom at the secondary level. This exploratory research identifies some of the implementation problems confronted on the front lines.

Nancy Bouchard's article brings to light another aspect of education and curriculum reform by looking at the importance of ethics education as part of the school system's mission. Examining the Québec school curriculum, *Programme de formation de l'école québécoise*, the article analyses the importance given to ethics education with respect to cross curricular competencies. Is there a gap between the importance given to ethics education as a school mission and the cross curricular competencies as they are presented? The timing of this research is also important considering the implementation of an *Ethics and Religious Culture Programme* in September 2008 that will replace the current system which allows students to choose between religious or moral education.

In their analysis of the evolution of Québec university financing between 1961 and 2005, Karim Moussaly-Sergieh and François Vaillancourt bring to the forefront the question of accessibility to post-secondary institutions. Among other subjects, the authors address the issue of appropriate tuition fee levels and the impact of tuition fees on university accessibility. What is the appropriate level for tuition fees? Considering that enrollment levels in Québec universities is increasing, new funding, according to the authors, is necessary. The issue then becomes who has to pay? Based on the high rate of private profitability of this personal investment, the authors make a case for an increase in user contribution.

In the Discussion and Analysis section, Norman Henchey raises questions regarding governance and educational policy in Québec. Henchey, a known specialist in curriculum development, identifies the questions and the options the Ministry is presented with when carrying out curriculum reform. The author calls on us to recapture the "excitement, engagement and creativity in our efforts to reform learning programs and improve the quality of learning for all students in our schools" that guided curricular reform, – as a social project – more than 40 years ago.

In his article, Yves Martin shares his experience as a practitioner and a theoretician. A professor of sociology at Laval University since 1956, Martin was the director of research in the planning section of the Ministry of Education during the founding years; he then became deputy minister from 1969 to 1973. Martin evaluates the impact the new Ministry of Education and assesses the current state of education in Québec. While concluding that "the balance sheet of the Ministry of Education is largely positive, notably with regards to the modernization and the democratization of the educational system," he echoes Henchey's call for a strong political leader-

ship to “ensure universal access to quality public education and a chance for all to achieve their full potential -for the benefit of each child and that of Québec as a whole.”

In the closing article, Anthony Di Mascio looks at the question of the governance of the Québec education system by analyzing the recommendations of the 1789 Report on Education. This report on the state of education in Québec, formulated by a committee headed by William Smith was presented to Governor General Lord Dorchester. By looking at this Eighteenth Century report and some of its recommendations – like proposing the union of Catholic and Protestant students attending free schools in every district – the author asks fundamental questions about the cultural foundations and divisions within the Québec system: “what are the shared experiences of Québec students?” and “will the Québec system of education in the twenty-first century remain culturally divided?”

What is remarkable about these kinds of questions and the analysis found in the articles of this special issue is how they go to the heart of what was at stake in the original creation of the Québec Ministry of Education forty years ago: the centrality of education in public policy in the name of the common interest of all Québécois and the necessity to keep education as a social priority. Paul-Gérin Lajoie, the first Minister of Education appointed after the creation of the Ministry in the 1960s, felt that he was the interpreter of a large political will that pressed to make education “the first social priority, the most profitable collective investment, the engine of the society.”¹⁰ The different contributions of this issue, more than forty years after the creation of the Ministry of Education, are in a way following the footsteps of Claude Ryan’s comments during the 25th anniversary of Bill 60. The former Minister, contemplating whether the quality of education in Québec had improved or deteriorated following the creation of the Ministry, made the following statement: “It would be easy to come to obvious conclusions, the ones that a system likes to create. But too many questions were raised, too many signals came out in the last years in order for us to express opinions that are not well verified.”¹¹

NOTES

1. Translated from quotation in Gérin-Lajoie, Paul. *Combats d'un révolutionnaire tranquille. Propos et confidences*, Montréal, CEC, 1989, p. 29.
2. Anonymous, Brother (Frère Untel). *The impertinences of Brother Anonymous*, Montréal, Harvest House, 1962, p. 49.
3. Translated from Jean Hamelin and Jean-Paul Montminy. «La mutation de la société québécoise, 1939-1976. Temps, ruptures et continuités.» *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy (Ed.), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, p. 45.

4. For a good overview see : *Repenser l'école. Une anthologie des débats sur l'éducation au Québec de 1945 au rapport Parent*, Claude Corbo and Jean-Pierre Couture (Ed.), PUM-Corpus, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2000.
5. Gingras, Paul-Émile. «Réclamons une enquête officielle», *L'Action nationale*, vol. 37, 1950, Quotation taken from *Repenser l'école*, op. cit., p. 55.
6. To get a general overview of these variations over time see, Audet, Louis-Philippe. *Histoire de l'enseignement au Québec*, Montréal, Holt, Rinehart et Wilson, 1971, tome 1 et 2; Dufour, Andrée. *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1997; Dumont, Micheline and Nadia Fahmy-Eid. «La pointe de l'iceberg : l'histoire de l'éducation et l'histoire de l'éducation des filles au Québec», *Historical Studies in Education*, 1991, volume 3, numéro 2, pp. 211-236; Charland, Jean-Pierre, «L'histoire de l'éducation au Québec. Regard sur la production récente», In *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 50, numéro 4, printemps, 1997, pp. 599-614; Macleod, Roderick and Mary Anne Poutanen, *A Meeting of the People. School Boards and Protestant Communities in Québec, 1801-1998*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2004.
7. For a good summary see : Dion, Léon. *Le Bill 60 et la société québécoise*, Montréal, éditions HMH, 1967.
8. Translated from Tremblay, Arthur. *Le Ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur. Antécédents et création, 1867-1964*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989, p. 371.
9. The current issue first started as a conference organized in 2004 by two McGill University units, the Québec Studies Programme and the Faculty of Education at McGill. Acknowledgements are given by the organizers to everyone who participated and contributed
10. Translated from Gérin-Lajoie, Paul. *Combats d'un révolutionnaire tranquille. Propos et confidences*. Montréal, CEC, 1989, p. 351.
11. Translated from Ryan, Claude. «Vingt cinq ans plus tard, où en sommes-nous ? Réflexions pour un anniversaire.» *L'éducation 25 ans plus tard ! Et après ?*, In Fernand Dumont and Yves Martin (Ed.), Québec, IQRC, 1990, p. 28.

S. G.

STÉPHAN GERVAIS is Quebec Studies Coordinator at the Quebec Studies Programme of the Faculty of Arts at McGill University.

STÉPHAN GERVAIS est coordonnateur des études québécoises au Programme d'études sur le Québec de la Faculté des arts de l'Université McGill.